

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZELENERGIE GENERATION

**CENTRALE DE PROVENCE
13590 Meyreuil**

Références : D-2026-0247
Code AIOT : 0006400023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est également l'occasion de faire suite à une plainte reçue en sous-préfecture d'Aix-en-Provence concernant un stockage bois sur la zone de l'ancien parc à charbon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil

- Code AIOT : 0006400023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La centrale thermique de Provence, soumise au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement, est implantée sur les communes de Gardanne et de Meyreuil. L'exploitation de la centrale thermique de Provence est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux d'alimentation et de collecte	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article Article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 4.3.3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Collecte des effluents liquides - isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article Article 4.2.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 4.3.5	Sans objet
5	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 9.3.2	Sans objet
6	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 1.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Emissions diffuses de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 3.2.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur quelques points de contrôle relatifs aux rejets aqueux et quelques points de contrôle relatifs au stockage de bois sur l'ancien parc à charbon. Les principaux constats concernent :

- l'absence de plan de réseaux des eaux conforme,
- la mise en conformité des conditions d'exploitation du parc alpha (stockage de bois sur l'ancien parc à charbon).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux d'alimentation et de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article Article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'alimentation et de collecte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a fait parvenir par mail du 03/03/26 des plans très peu lisibles et incomplets, ne présentant aucun organe (vannes, disconnecteurs, ouvrages d'épuration...) et pas à jour (datés de 2017 donc ne prenant pas en compte l'arrêt de la tranche 5).</p> <p>En complément, le jour de la visite, l'exploitant a présenté un schéma intitulé "répartition de l'eau brute" expliquant la circulation de l'eau brute de son arrivée sur site à son utilisation sur la tranche.</p> <p>Aucun plan complet présentant l'exhaustivité des éléments exigés n'a été présenté.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan des réseaux d'alimentation et de collecte à jour faisant apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

En cas de non transmission de ce plan sous 3 mois, l'inspection proposera une mise en demeure à l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau - points de rejet au milieu

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet n°EI 1 --> milieu naturel récepteur : Le langarié

Point de rejet n°EI 2 --> milieu naturel récepteur : La Palun

Point de rejet n°BO1 --> milieu naturel récepteur : Le langarié

Point de rejet n°BO2 --> milieu naturel récepteur : Le langarié

Point de rejet n°BO3 --> milieu naturel récepteur : La Palun

Point de rejet n°BO4 --> milieu naturel récepteur : Le langarié

Point de rejet n°BO5 --> réseau EP

Constats :

Lors de la visite sur site, l'inspection a pu observer les points de rejets suivants du site : EI1, EI2, BO1, BO2, BO3, BO4, BO5.

Il en ressort que :

- le milieu récepteur après le point de rejet EI1 est le Langarié,
- le milieu récepteur après le point de rejet EI2 est la Palun,
- le milieu récepteur après le point de rejet BO1 est le Langarié,
- le milieu récepteur après le point de rejet BO2 est le Langarié,
- le milieu récepteur après le point de rejet BO3 est la Palun,
- le milieu récepteur après le point de rejet BO4 est le Langarié (après passage dans EI1),
- le milieu récepteur après le point de rejet BO5 est le réseau des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Ouvrages d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 4.3.3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins - généralités
Prescription contrôlée : Leurs surverses entre bassins sont contrôlées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection n'a identifié qu'une surverse entre bassins. Il s'agit de la surverse de BO4 vers BO3 qui oriente les eaux de BO4 vers BO3 uniquement lorsque les pompes de relevage à la sortie de BO4 ne fonctionnent pas et que les effluents de BO4 ne sont pas orientés vers la station de traitement et E11. L'exploitant n'a pas justifié le contrôle de cette surverse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier le contrôle sur cette surverse entre BO4 et BO3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Collecte des effluents liquides - isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article Article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Des dispositifs doivent permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été noté que plusieurs réseaux d'assainissement ne disposent pas d'organe d'isolement. C'est notamment le cas pour BO1 et BO2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra préciser les organes d'isolement manquants et des mesures devront être prises pour mettre en conformité l'ensemble des réseaux d'assainissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - analyse et transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Il [le rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses] est adressé avant la fin de chaque mois pour le mois précédent à l'inspection des installations classées Pour les rejets aqueux L'exploitant transmet celui-ci par voie électronique à l'inspection des installations classées suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées. Sur le site dénommé GIDAF.
Constats : L'exploitant dépose régulièrement sur GIDAF les résultats de l'autosurveillance de ses rejets aqueux. Les résultats de janvier 2026 (les derniers disponibles le jour de la visite) présentent peu de dépassements : 3 dépassements sur plus de 700 valeurs relevées sur le mois. L'exploitant a correctement justifié 2 dépassements (dépassements DCO au point EI1) mais n'a pas justifié 1 dépassement de Cuivre au point EI2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra veiller à justifier chaque dépassement et à déclarer toutes les valeurs demandées par l'arrêté préfectoral du 20/11/2026 (cadre GIDAF mis à jour par l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 1.1.1											
Thème(s) : Situation administrative, Stockage bois											
Prescription contrôlée :											
<table><tr><th>Rubriques</th><th>Désignation</th><th>Volumes</th><th>Classement</th></tr><tr><td>1532-1</td><td>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la</td><td>[...] Stockage de plaquettes de bois vierges sur le parc à charbon : 81 700 m³ [...]</td><td>A</td></tr></table>				Rubriques	Désignation	Volumes	Classement	1532-1	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la	[...] Stockage de plaquettes de bois vierges sur le parc à charbon : 81 700 m³ [...]	A
Rubriques	Désignation	Volumes	Classement								
1532-1	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la	[...] Stockage de plaquettes de bois vierges sur le parc à charbon : 81 700 m³ [...]	A								

	<p>relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³</p>		
--	---	--	--

Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté que 14 000 tonnes (soit environ 56 000 m³) des plaquettes de bois vierges étaient disposées sur une partie de l'ancien parc à charbon. Ainsi les quantités stockées sont conformes aux quantités autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 1.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation du stockage bois - Protection incendie

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément :

- [...]
- au porter à connaissance du 3 mai 2022 sur le stockage de bois supplémentaire sur une partie de l'ancien par à charbon.

Constats :

Le stockage de plaquettes bois sur une partie de l'ancien parc à charbon (appelé "stock alpha") a été autorisé sur la base des éléments fournis par l'exploitant dans son porter à connaissance (PAC) déposé le 3 mai 2022.

(PAC) déposé le 3 mai 2022.

Dans ce PAC, l'exploitant étudie les impacts et risques associés au stockage de plaquettes réparties en 2 tas. Sur le terrain, l'inspection note la présence de 4 tas de plaquettes. En complément, l'exploitant remet à l'inspection le schéma "plan du stock Alpha" issu de la procédure G-XX-PR-0336 "Opérations de manutention plaquettes au stock Alpha" qu'il demande à son prestataire d'appliquer. Ce schéma présente aussi les 4 tas de plaquettes.

L'inspection note également que la protection par rideaux d'eau entre les tas, telle que mentionnée dans le PAC du 3 mai 2022, n'est pas en place et n'est pas présentée dans le schéma sus-mentionné.

Ainsi, les conditions d'exploitation de la zone ne sont pas conformes au porter à connaissance du 3 mai 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'exploiter la zone conformément au porter à connaissance du 3 mai 2022, ou de mettre à jour, sous 1 mois, ce porter à connaissance. Dans ce cas, l'étude des flux thermiques devra notamment être mise à jour et les systèmes de protection incendie nécessaires devront être validés par le SDIS. Si le porter à connaissance n'est pas transmis sous 1 mois à l'inspection, un arrêté de mise en demeure sera proposé au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Emissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 3.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, Air - poussières diffuses

Prescription contrôlée :

La manutention à l'air libre (stockage, reprise...) des produits susceptibles d'émettre des poussières dans l'atmosphère fait l'objet d'une attention particulière de l'exploitant et de consignes précises pour éviter d'incommoder le voisinage.

Constats :

La procédure G-XX-PR-0336 précise plusieurs consignes que doit mettre en œuvre le sous-traitant pour éviter que l'émissions de poussières n'incommoder le voisinage :

- *"Durant l'opération de gerbage, l'opérateur [...] met en route le canon d'arrosage le plus proche pour éviter l'envol des poussières."*
- *"Afin de limiter les envols de poussières, le canon d'arrosage le plus proche de la manipulation est mis en service par SODI pendant 10 minutes avant et pendant les opérations de reprise des plaquettes à la chargeuse"*
- *"En cas de vent supérieur à 50 km/h, mettre en fonctionnement les queues de paon pour limiter les envols de poussières."*

Lors de la visite aucune opération de chargement/déchargement de plaquettes n'est en cours et aucun envol de poussières n'est observé dans la zone.

Type de suites proposées : Sans suite